

LA CRISE DU LIBÉRALISME.

Jusqu'à présent, tous ceux qui voulaient conjurer le péril clérical, oubliant leurs dissidences sur d'autres points, s'unissaient pour défendre en commun l'indépendance du pouvoir civil et pour former ainsi le grand parti libéral. Maintenant, on veut constituer un troisième parti, qui, méconnaissant le danger dont nous menace la domination du clergé, prétend donner pour mission principale au parti libéral d'accomplir des réformes sociales, par un appel au suffrage universel. Aux chefs de ce parti que j'appellerai le parti radical, parce qu'il poursuit des solutions radicales, je demanderai la permission de soumettre quelques considérations.

Le moment est grave. De l'attitude que prendra le parti radical, à Bruxelles, et de celle que, par représailles, adopteront ses adversaires au sein du parti libéral, dépendra l'avenir prochain et peut-être éloigné de ce parti et, par conséquent, celui de notre pays. Une rupture définitive et une guerre à outrance entre les deux fractions de notre opinion ramèneraient certainement le parti catholique au pouvoir. Cette lutte doit être évitée à tout prix. Je voudrais donc prier les chefs de notre radicalisme d'examiner consciencieusement si l'attitude « intransigeante » qu'ils semblent vouloir adopter est de nature à favoriser le triomphe des principes qu'ils défendent.

O radicaux et intransigeants ! vous vous appelez progressistes. Mais ceux que vous appelez doctrinaires veulent aussi le progrès. C'est le refrain habituel et le mot de la fin de tous leurs discours.

Mais, dites-vous, ils répètent le mot, et en même temps ils repoussent tout ce que ce mot représente. Je n'en crois rien pour ma part ; mais admettons que cela soit vrai. En tout cas, vous voulez un progrès plus décidé, plus accéléré. Soit ; seulement progrès signifie marche en avant.

En avant ? Et vers quel but ? Comme le disait récemment

lord Salisbury, dans son remarquable article de la *Quarterly Review* : « *Desintegration* », le progressiste ne peut être comme le Juif errant qui marche pour marcher. L'art pour l'art, c'est-à-dire bien parler pour ne rien dire, se comprend encore beaucoup moins en politique qu'en littérature. Si vous voulez marcher et marcher vite, c'est pour arriver. Où et à quoi? Vous ne le dissimulez pas. Si vous réclamez le suffrage universel, c'est pour améliorer le sort du plus grand nombre. En demandant l'égalité politique, vous avez pour but l'égalité économique. Votre progressisme aboutit donc à ce que l'on appelle le socialisme, et je ne pense pas que vous le niez.

Je ne songe pas à vous en faire un grief. J'appartiens à cette école économique éthico-historique, que l'on a nommée le Socialisme de la Chaire, et pour ma part, comme nos ancêtres, les gueux, j'accepte l'épithète dont nos adversaires ont voulu flétrir mes collègues des universités allemandes invoquant la morale, le droit et l'histoire, pour élever notre science au-dessus de la déification de l'égoïsme et pour lui donner comme but l'amélioration du sort des travailleurs.

Dans le livre que je publie en ce moment même, le *Socialisme contemporain*, j'essaye de démêler la part de vérité que contiennent les revendications du socialisme, et je n'hésite pas à dire que cette part est grande.

C'est cette appréciation, s'imposant peu à peu, qui amène au socialisme d'État, malgré les objurgations des économistes orthodoxes, les esprits les plus clairvoyants : des penseurs, comme Stuart Mill, Fichte, Schäffle, Minghetti ; des ministres, comme Bismarck, Gladstone et, hier encore, lord Salisbury ; des souverains, comme le roi d'Italie et le roi de Danemark, lequel reprend en ce moment ces projets socialistes que le grand Chancelier essaye en vain de faire accepter par le Parlement allemand. Le socialisme sort du christianisme de Jésus comme le chêne du gland. Dans tout chrétien, il y a un socialiste en germe, et dans tout socialiste, un chrétien inconscient.

Comme l'a dit Tocqueville, en parlant de la démocratie, la marche vers l'égalité est le mouvement le plus continu

de l'histoire. Mais si, au lieu de faire du socialisme une doctrine de fraternité chrétienne, imposant aux riches le devoir de relever les pauvres et se traduisant par les institutions ayant ce but, écoles, caisses de retraite, caisses d'épargne, épargne scolaire, diminution des heures de travail, etc., vous voulez inscrire le socialisme dans un programme d'agitation populaire à réaliser par le suffrage universel, vous perdez la cause dont vous êtes les défenseurs ; car, inévitablement, vous aboutirez à des échecs et, par suite, à la réaction.

La raison en est évidente. La question n'est pas mûre. Il n'y a d'accord sur presque aucun point. La solution n'est pas trouvée par les penseurs et, le fût-elle, le peuple n'est pas capable de l'appliquer. Toute modification sérieuse de l'organisation sociale actuelle suppose que l'instrument de travail devienne la propriété du travailleur. Or, comme l'industrie s'exerce aujourd'hui en grand et collectivement, il faudrait que les ouvriers associés fussent en état de faire marcher de grandes collectivités industrielles, c'est-à-dire de faire réussir des sociétés coopératives de production. Or, vous n'ignorez pas que le succès sur ce terrain est encore très exceptionnel.

Donnez plein pouvoir au socialiste le plus capable de notre temps, avec toutes les facilités imaginables pour modifier à son gré l'organisation actuelle, et pour supprimer, au moyen des procédés les plus expéditifs, doctrinaires, réactionnaires et propriétaires, il ne parviendra pas à improviser, de toutes pièces, une nouvelle organisation sociale. On peut, par un coup de main, faire une révolution politique et substituer, par exemple, la république à la monarchie ou le despotisme à la liberté ; mais un grand changement dans l'ordre civil et économique ne peut s'accomplir que lentement et par voie d'évolution.

Les socialistes allemands, comme Rodbertus, Marx et Lassalle, que la science défendait des illusions de l'enthousiasme, n'entrevoyaient la réalisation de leur idéal que dans un avenir très lointain : Dans cinq siècles, disait Rodbertus ; dans un à deux siècles, espérait Lassalle.

C'est dans cette période de préparation que, d'un côté, les classes aisées se pénétreront des sentiments du socialisme chrétien ou, si vous aimez mieux, des idées de solidarité humanitaire, et que, de l'autre, le peuple arrivera peu à peu à se gouverner lui-même sur le terrain politique et dans le domaine de l'industrie.

C'est cette œuvre de préparation qu'accomplit en ce moment la bourgeoisie. Par vos revendications intempestives, vous la retarderez, si vous ne la faites pas échouer; car, en effrayant les classes aisées, vous les jetterez dans la réaction et ainsi vous entraverez les progrès de l'égalité.

Ce serait surtout en Belgique que l'appel au peuple par le suffrage universel serait une faute irréparable.

Sans doute, chacun étant intéressé à la bonne marche du gouvernement, il est très désirable que tous votent. Mais, pour que le vote de tous soit utile à la chose publique et à chacun de ceux à qui on l'accorde, il faut que l'électeur soit apte à discerner son propre intérêt et qu'il n'emploie pas son suffrage à remettre son sort aux mains d'un maître ou du clergé. Or, nous voyons, dans tous les pays où la foi catholique est vivante, le suffrage étendu donner la toute-puissance à l'Église de Rome. Ne vous laissez pas abuser par quelques manifestations de la libre-pensée importée de France. Chez nous, le pays est profondément catholique.

Voici ce que j'ai remarqué en visitant les différents pays de l'Europe : Dans ceux où, le dimanche, les hommes ne vont plus guère à la messe, le clergé a perdu sa domination en politique. Exemples : la France, le Portugal et une grande partie de l'Italie. Si, au contraire, toute la population s'acquiesce consciencieusement de ses devoirs religieux, la puissance du prêtre est grande, parce qu'il a en mains cette arme presque irrésistible, le refus des sacrements. Or, en Belgique, avant que les violences auxquelles le clergé a eu recours pour peupler ses écoles n'eussent amené quelques défections, presque tout le monde allait à la messe, le dimanche, dans les petites et même dans les grandes villes, non moins que dans les campagnes. Les non-pratiquants

étaient de rares exceptions, et encore avaient-ils recours au prêtre aux moments décisifs de la vie, naissance, mort et mariage. Consultez, par le suffrage universel, ces populations croyantes ou pratiquantes, et si le clergé veut faire usage du confessionnal et de la communion, elles lui obéiront. L'exemple des pays étrangers le prouve. Même en France, si émancipée en comparaison de la Belgique, la puissance du clergé est si grande, que M. Paul Bert n'ose conseiller l'adoption de cette mesure si simple, si légitime et préconisée par des esprits modérés comme Laboulaye, Pressensé, Vinet, etc., la séparation de l'Église et de l'État.

Voici ce que dit à ce sujet M. Paul Bert dans le remarquable rapport (page 66) qu'il vient de faire sur le Concordat : « La solution semble mûre pour les religions protestantes où le fidèle, se formant à lui-même des croyances, peut bien plus aisément mettre d'accord en lui les exigences religieuses et ses devoirs civiques. Nous ne croyons pas qu'elle le soit pour les pays où la religion catholique est en minorité importante et surtout en majorité, parce que l'impératif religieux prend ici une autorité quasi-divine et peut forcer au silence les scrupules du citoyen. Spécialement pour la France, nous ne la croyons pas mûre... Il faut d'abord enlever à l'Église l'autorité factice qu'elle a prise en ce pays... »

Gambetta, qui, sans avoir des vues élevées, possédait un sens très juste de la réalité, ce qui faisait sa force, me disait un jour : N'adoptez pas chez vous le suffrage universel. Il vous livrerait au clergé.

Notre histoire prouve combien l'influence de l'Église est plus grande en Belgique qu'en France. La Terreur espagnole a mieux fait sa besogne que la Terreur de 93.

Il suffit de citer la Révolution brabançonne, la révolution de 1830, et surtout la résistance à notre dernière loi scolaire. Réduisez tant que vous voudrez les statistiques de M. Malou, il n'en reste pas moins vrai qu'en moins de dix-huit mois, les évêques ont ouvert des écoles dans toutes les communes et qu'ils y ont fait entrer plus d'élèves qu'il n'y en a dans les écoles communales. L'enquête scolaire nous a révélé, il est

vrai, par quels moyens, mais ces moyens ont réussi. Voilà le fait considérable qui devrait vous faire comprendre quels seraient les résultats du suffrage universel.

Dans aucun pays, sauf peut-être dans le Tyrol, chose pareille n'eût pu se faire. Répondant à l'appel de *l'Univers*, on l'a tentée en France, et on a misérablement échoué.

Combien les moyens d'action dont dispose le parti libéral sont faibles et intermittents, comparés à ceux de l'Eglise ! Supposez les catholiques au pouvoir, disposant des lois, du budget et des fonctionnaires, et les libéraux voulant ouvrir des écoles en opposition avec les écoles officielles : combien parviendraient-ils à en créer ?

Le catholicisme se meurt, dit-on. Je le veux bien ; mais d'ordinaire on mesure l'intensité de la vie à l'activité productive et à la puissance d'enfanter. Or, jamais à aucune époque, pas même au moyen âge, l'Eglise catholique n'a créé, sur notre sol, autant d'institutions de toute espèce : couvents, confréries, associations, écoles, hospices, refuges, journaux, etc. Aux Etats-Unis et en Angleterre, le protestanisme offre un spectacle pareil, parce que là aussi agit cette force dont vous méconnaissez la fécondité : la foi.

C'est un vrai miracle que le libéralisme n'ait pas encore été submergé définitivement sous ce flot montant des œuvres catholiques. Il n'a dû son salut qu'à deux causes, le mouvement général des idées, qui, jusqu'à présent, lui a été favorable, et l'accord de toutes les nuances du parti libéral qui a toujours fini par se rétablir. Si cet accord doit cesser, le triomphe du parti clérical est inévitable, et, croyez-le bien, il ne sera pas momentané. Abandonné par ses anciens chefs, les bourgeois doctrinaires, comme il l'a déjà été par l'ancienne noblesse voltairienne, josphiste et orangiste ; ne pouvant, comme en France, s'appuyer sur les masses populaires qui ici obéissent au clergé ; n'ayant plus pour adhérents que la partie la plus remuante de la classe moyenne et cette fraction encore assez restreinte des ouvriers industriels qui sont acquis aux principes socialistes, le parti libéral cessera d'être un parti constitutionnel. Il ne sera plus qu'une MINORITÉ FACTIEUSE.

Vous me direz, sans doute, que pour les amis décidés du progrès il vaut mieux être minorité que d'avoir devant soi cette majorité immobile, qui barre le chemin à toute amélioration vraiment démocratique. Dans l'opposition on se retrempera. Le besoin d'obtenir l'appui des masses s'imposera et ainsi, quand nous aurons de nouveau remporté la victoire, ce sera au profit d'idées plus radicales et de réformes plus favorables aux deshérités.

Avant d'adopter cette manière de voir et d'agir en conséquence, je vous prie d'étudier attentivement la situation de notre monde occidental. Tout indique que nous sommes à la veille d'un mouvement général, non plus en avant, mais en arrière, et principalement dans les pays catholiques.

En voici les motifs.

La génération actuelle est envahie par un profond sentiment de tristesse, d'inquiétude et de déception. Quel était le comble des vœux pour les libéraux il y a trente ou quarante ans? Le régime constitutionnel, le gouvernement parlementaire, les libertés nécessaires et, pour les plus ardents, la république. Tout cela, nous l'avons obtenu ici ou ailleurs. Le but est-il atteint? La paix règne-t-elle entre les nations, et l'harmonie entre les classes? Les peuples sont-ils heureux et satisfaits?

Presque partout le régime parlementaire aboutit, par suite de l'instabilité des ministères, à la confusion ou à l'impuissance.

Qu'importent les libertés, dit-on, aux masses qui continuent à vivre dans le dénuement et dans l'ignorance!

La république, la plus noble forme de gouvernement, comme l'appelait jadis M. Guizot, a-t-elle apporté ces bienfaits qu'elle promettait et répondu aux espérances de ses partisans? J'estime, quant à moi, qu'on est très injuste envers les ministères qui se sont succédé en France depuis 1870 et qu'on oublie trop ce qu'ils ont fait, par exemple, pour l'instruction publique. Mais, en somme, ce sont les Français eux-mêmes qu'il faut consulter, et quels sont ceux d'entre eux qui sont satisfaits?

En tout cas, « le progrès » nous a conduits en présence de

deux questions formidables que nous ne parviendrons pas à résoudre actuellement et qui, par suite, nous conduiront dans une impasse : la question religieuse et la question sociale.

Libéraux des pays catholiques, pour affranchir les populations de la domination du clergé, vous voulez lui enlever la direction de l'enseignement et, à cet effet, vous faites l'école laïque. Chez certaines nations protestantes, comme aux États-Unis, elle est acceptée par la masse de la nation. Mais, dans les pays catholiques, et surtout en France et chez nous, le clergé la condamne et l'attaque.

La lutte contre l'Église se trouve ainsi transportée jusqu'au fond de toutes les consciences et de tous les villages. Comme l'arme principale du clergé est la foi, c'est à la foi que directement ou indirectement on déclare la guerre. Cela est inévitable.

En France, on en est arrivé ainsi à proscrire officiellement le mot Dieu. Alors se pose le grave problème : les familles, les nations s'habitueront-elles à se passer de toute religion et de tout culte ?

Aux croyances chrétiennes vous tenterez de substituer la théorie de l'évolution, transportée du domaine des sciences naturelles dans celui de la morale. Mais cela suffira-t-il aux masses ? L'homme a besoin de consolations, parce que la vie est pleine de maux, et d'espérances, parce que la vie est courte et qu'au delà s'ouvre cet inconnu qui faisait frissonner Hamlet. Ce besoin est un fait que la science positive ne peut que reconnaître. A ce besoin, vous ne donnez nulle satisfaction, car vous ne pouvez offrir aucune consolation ni aucune espérance.

Ceux qui en apportent auront donc sur les âmes une prise que vous n'aurez jamais. N'est-ce pas un naturaliste qui a dit que l'homme était un « animal religieux » ? Le beau livre où M. Goblet d'Alviella nous décrit l'évolution religieuse de notre temps est la preuve manifeste de la vérité de ce mot.

Votre tentative de laïcisation peut réussir dans un pays protestant où une grande partie du clergé l'accepte. Mais dans un pays catholique, surtout quand il l'est jusque dans la moelle, comme l'est la Belgique, que d'obstacles

fait naître l'opposition unanime de l'Église ! Si vous pouviez amener la majorité des hommes, et mieux encore celle des femmes à l'incrédulité ou, tout au moins, à l'indifférence en matière de religion, vous auriez quelque chance de succès. Mais y parviendrez-vous ? Regardez autour de vous ; considérez, non votre petit groupe de libres-penseurs, mais les masses profondes de la campagne, les classes riches, et toutes les femmes, et mesurez ce qu'il vous reste à faire avant d'avoir « décatholicisé » notre pays.

Le libéralisme poursuit l'essai fait par la Révolution française, qui consiste à vouloir affranchir la société de la domination du clergé catholique, au nom de ce que le XVIII^e siècle appelait la philosophie. Quinet me paraît avoir montré, par l'étude des faits, pourquoi cet essai n'a pas réussi. Vous ne ferez jamais, dit-il, une vraie révolution politique, sans faire, au préalable, une révolution religieuse et sans substituer au culte ancien un culte nouveau.

Un prochain avenir me paraît devoir confirmer cette opinion.

Le catholique est logique. Il respecte l'Église à laquelle il obéit, tandis que le libéral porte en son âme et dans toute sa conduite la plus violente contradiction. Il passe sa vie à vilipender le clergé et, en même temps, il lui livre sa femme, ses enfants et souvent lui-même. Quelle force peut sortir de tant de faiblesse ?

Sur le terrain des réformes sociales, nous aboutissons plus manifestement encore à une impasse. L'égalité politique existe ; toutes les libertés sont proclamées et garanties : que veut-on de plus ? Est-on arrivé au terme du progrès ? L'humanité doit-elle désormais se tenir pour satisfaite ? Qui oserait le prétendre ? Et cependant, si l'on veut de nouveaux changements, ce ne peut-être que dans le sens d'une plus grande égalité de conditions, et c'est ce que réclame et promet le socialisme. Mais si ces revendications socialistes deviennent pressantes, si elles prennent corps, soit au scrutin, soit dans les réunions publiques, soit dans les programmes électoraux ou dans la rue, les classes riches auront peur

et demanderont le salut à la compression, comme en 1848. Si le peuple tentait de résoudre le problème par la force, comme il ne pourrait rien fonder, fût-il momentanément vainqueur, son échec ne ferait que rendre la réaction plus prompte et plus violente.

Ainsi donc, le fonctionnement très imparfait du régime parlementaire et l'impasse où nous mènent la question religieuse et la question sociale provoqueront, probablement, en Europe un mouvement général de compression ou de recul. Si vous amenez la chute de notre ministère libéral, c'est alors chez nous que ce mouvement commencera.

Veillez bien peser ceci : En perdant le pouvoir, nous perdrons aussi le moyen de le reconquérir et l'espoir de l'avenir : l'enseignement.

En essayant d'introduire le principe de la « laïcité » dans l'instruction primaire, le ministère actuel a fait une tentative qui dépasse peut-être les forces dont dispose le parti libéral même en demeurant complètement uni. En Italie, en France, le clergé n'ose pas résister : on y va trop peu à la messe. En Belgique, il l'a fait, malgré les appréhensions et les conseils du Pape, et vous savez avec quels succès. En matière d'enseignement, une réforme ne peut porter des fruits qu'après bien des années. Si le parti libéral pouvait rester au pouvoir pendant dix ou vingt ans, les violences du clergé tourneraient contre lui, et le Pape, qui voulait la modération, aurait eu raison. Les familles excommuniées se seraient habituées à se passer des sacrements, et ainsi l'œuvre de « la décatholicisation » eût été opérée par les mains mêmes de l'Église. Mais si, au contraire, le parti libéral ne peut continuer à défendre la réforme si audacieusement inaugurée, ce seront les évêques qui auront eu pleinement raison d'avoir entrepris la lutte à fond, car ils en recueilleront des avantages inespérés.

Nous connaissons le programme catholique : subsidier les écoles sans distinction et sans exclusion, en proportion de leurs élèves. C'est l'arrêt de mort des écoles communales et le triomphe complet et presque universel des écoles épisco-

pales, déjà aujourd'hui plus peuplées que les écoles officielles. Au reste, l'hostilité du gouvernement et certaines mesures administratives suffiraient pour amener le même résultat. Après vingt ans de ce régime, ce serait le parti catholique qui introduirait le suffrage universel, pour balayer définitivement les dernières résistances du libéralisme expirant. En faisant passer à une voix de majorite une réforme de l'instruction primaire, qui, pour aboutir, devrait avoir l'appui de la majorité de la population, le ministère s'est manifestement engagé dans une voie pleine d'obstacles et de périls. Mais c'est vous qui l'y avez poussé. Votre devoir est donc de l'appuyer à tout prix et en oubliant momentanément tout le reste. C'est votre foi démocratique qui l'exige.

Les progrès ultérieurs de la démocratie ne sont possibles qu'avec le concours du peuple éclairé et affranchi. Si vous le livrez aux adversaires de l'égalité et de la liberté, vous perdez tout espoir de faire triompher vos principes.

Songez aussi à la cruelle situation qui serait faite à ces milliers d'instituteurs et d'institutrices qui se sont dévoués à nos écoles laïques. C'est vous, vous seuls, qui auriez brisé leur carrière, ruiné l'enseignement officiel et livré la Belgique pour longtemps à la domination toute-puissante des évêques. Êtes-vous prêts à accepter semblable responsabilité?

Les pays profondément catholiques trouvent un repos complet et définitif dans leur asservissement à l'Église. Voyez le Tyrol et le Canada français. Livrez l'enseignement au clergé, et leur sort sera le nôtre.

Vous avez une foi juvénile et illimitée dans le progrès. L'histoire nous apprend, toutefois, que la marche en avant de l'humanité subit parfois des retards ou des reculs et qu'elle ne s'accomplit pas de la même façon en tout pays. En ce moment, un magnifique soleil d'automne éclaire les vastes campagnes et les masses profondes des forêts jaunissantes, mais les nuages qui passent dans le ciel plongent tour à tour dans l'ombre l'une ou l'autre partie du paysage enchanteur qui s'étend sous mes yeux. ÉMILE DE LAVELEYE.

2 novembre 1883.